



China-Europa Dialogue
Facing Climate Change: Rethinking Our Global Development Model
Conference
Paris, 2 – 5, December 2014

Clôture Session 05.12.2014

Synthèse de Pierre Calame

Chers amis,

Il m'appartient de mettre en perspective cette étape du forum en dégagant les conclusions des séances plénières et des ateliers. Je le ferai en parlant avec l'esprit et avec le cœur.

Tout d'abord, je voudrais situer cette étape du forum dans sa perspective historique. A partir du 2007, nous avons voulu en faire un espace de dialogue multi-acteurs sur les défis communs à la Chine et à l'Europe. A la conclusion de l'étape à Hong Kong, en 2010, j'avais fait observer que jusque-là, les participants du forum en parlaient en disant « il », et qu'à partir de maintenant, ils en parleraient en disant « nous ». Cette édition 2014 du forum montre que c'est effectivement ce qui s'est passé grâce au choix judicieux des organisateurs d'utiliser la négociation de COP 21 comme un momentum, pour donner une perspective et un calendrier à notre dialogue. *Cette appropriation du Forum s'est vraiment réalisée* : la plupart des participants chinois ont pris en charge leur voyage et les ateliers ont été organisés par une grande diversité d'institutions, en particulier, par les villes. Cette appropriation collective de l'esprit et du format du Forum, voilà le fait nouveau, qui garantit à la fois sa valeur et sa pérennité. J'ai d'ailleurs pu percevoir, à travers les comptes rendus des ateliers, la motivation des uns et des autres et l'enthousiasme de ce dialogue.

Le choix du thème était judicieux aussi parce que le changement climatique permettait de garder *une grande diversité d'ateliers*- depuis la question de la consommation jusqu'à la question du changement du système juridique mondial- diversité qui est la marque de fabrique et la richesse de notre Forum.

Il faut retenir de la plénière de l'ouverture deux choses. La première est que si nous voulons que l'aventure humaine continue, des *ruptures* vont être nécessaires. Or, *ces ruptures ne sont pas encore survenues*. La

seconde, c'est le piège de la souveraineté. Nous fêtons en Europe les cent ans de la Guerre de 14. Or la marche à la guerre est venue de la volonté de chaque puissance de sauvegarder ce qu'elle considérait comme ses « intérêts vitaux » et de son obsession à revendiquer son statut de grande puissance, de puissance mondiale. La combinaison des deux a finalement conduit à un massacre incroyable. *L'enjeu historique du changement climatique est d'éviter qu'un même enchaînement funeste ne se reproduise.* Et, à voir l'état des débats et des engagements, ce n'est pas gagné ! Notre Forum a été traversé par le diagnostic posé le 2 au matin par Karl Falkenberg à propos de la négociation actuelle : *trop peu et trop tard.* J'ai été frappé par l'intervention des jeunes qui rapportaient tout à l'heure sur l'atelier « jeunes et climat ». Ils nous ont dit : l'augmentation de 2 degrés on ne peut pas l'accepter ! J'en suis d'accord, sauf que déjà, pour que l'on se maintienne dans le cadre de ces 2 degrés, il faut changer radicalement de rythme ! Il faut se rendre compte que l'accord tout récent entre les Etats-Unis et la Chine conduit à 4 degrés d'augmentation, et non à 2. Voilà pourquoi on peut affirmer que la rupture n'est pas encore survenue.

C'est dans cette perspective historique qu'il faut situer à la fois nos ateliers et la nouvelle étape du Forum. J'ai eu le privilège d'examiner les rapports de différents ateliers et je suis frappé par la qualité des rapports, par la précision et la richesse des propositions, et par la solide expertise qui les fondent. Nous avons des participants qui voulaient véritablement partager leurs expériences, je pense que c'est ce que vous avez ressenti en écoutant leurs rapports.

Pour dégager la synthèse très brièvement, parlons d'abord des divergences entre perception chinoise et perception européenne. L'atelier financement a souligné – je crois c'est tout à fait conforme à l'esprit du forum – qu'aussi bien en Europe qu'en Chine, les divergences d'intérêt entre acteurs sont bien plus fortes que les divergences entre l'Europe et la Chine. En d'autres termes, *le dialogue de société à société permet de déconstruire l'idée d'un intérêt européen qui s'opposerait à un intérêt chinois.*

Deux divergences ont été néanmoins repérées. La première est une différence de perspective. L'atelier « jeunes et climat » l'a formulé très explicitement mais je la retrouve dans beaucoup d'ateliers. Du côté de la Chine, on attend beaucoup les solutions de l'innovation technologique. L'Europe, elle, a cessé d'y croire et souligne l'urgence de changements structurels. Cette différence tient à la fois à l'histoire, qui a conduit la société chinoise à vouloir rattraper son retard technologique, et à la situation politique, la société civile chinoise n'étant pas en mesure de s'aventurer sur le terrain politique. Mais il n'en reste pas moins que l'échange devrait se poursuivre sur cette question essentielle. La 2^{ème} différence sensible concerne les moyens d'action. Comme l'a souligné l'atelier sur le financement, la Chine dispose de financements publics, de réserves publiques considérables qui permettent d'envisager d'une action directe, massive, de l'Etat chinois dans la transition. Ce n'est plus le cas en Europe, où l'on doit créer les conditions pour que la rentabilité des investissements dans la transition soit assurée.. Voilà pour les deux grandes divergences.

Les points communs sont beaucoup plus importants. J'en vois quatre.

Le premier, c'est l'affirmation répétée par tous les ateliers du *besoin de coopération entre les acteurs.* Il n'y

aura pas de lutte efficace contre le changement climatique si l'on continue à penser que le bien public est le fruit de l'action publique et que les acteurs privés ne sont intéressés qu'à leurs intérêts privés. Nous sommes entrés dans une ère de *co-production du bien public*. De ce fait, nous devons élaborer une théorie et une pratique de la coresponsabilité des acteurs. Et, sur ce plan, les ateliers ne sont pas encore allés assez loin. S'il y a là une différence, c'est qu'à entendre les conclusions de certains ateliers la pratique de la co-production est plus avancée en Europe qu'en Chine : on y voit plus souvent apparaître des passerelles entre milieux et entre acteurs. Mais c'est plus une nuance qu'une différence de perception.

Le 2^{ème} point commun, c'est *l'affirmation de la nécessité de changer d'échelle*. Dans tous les ateliers, ce qui s'est exprimé c'est qu'on a beaucoup d'histoires à se raconter mutuellement, mais qu'elles sont encore à la marge. D'où la question du changement d'échelle. Trois leviers sont proposés pour y parvenir. D'abord *l'éducation, en particulier la formation de leaders, et le changement du système de pensée*. De ce point de vue, j'ai trouvé très intéressant de rapprocher deux ateliers en apparence très dissemblables, celui sur l'économie circulaire et celui sur l'éducation. Celui sur l'économie circulaire nous rappelle la nécessité, dans une économie monétarisée, de reparler des flux matériels, ce dont est faite notre vie, les flux d'eau, de carbone, de matières, là où l'économie monétaire en fait des abstractions. Et l'atelier sur l'éducation nous dit qu'il faut tout autant *agir pour penser que penser pour agir*, agir pour comprendre. Cette forme de réappropriation de la réalité est un point commun très intéressant. Troisième levier, si l'on veut généraliser des pratiques aujourd'hui exceptionnelles, il faut *travailler sur la gouvernance*. C'est bien souligné dans l'atelier sur l'eau et se retrouve dans d'autres ateliers. Même si les changements à engager sont peu décrits, leur nécessité apparaît partout.

Troisième point commun, qui rapproche un certain nombre d'ateliers qu'on n'aurait pas eu l'idée de rapprocher, c'est *le passage de l'approche de l'entreprise à l'approche de la filière*. Au fond c'est ce que nous dit l'atelier RSE : ce n'est de responsabilité sociale d'une entreprise dont il faut parler mais de *sa responsabilité sociétale*, qui englobe les rapports avec les fournisseurs, les sous-traitants, les clients, et suppose donc de considérer l'ensemble de la filière. L'atelier sur le droit, de son côté nous dit que nous ne pourrions pas évoluer sérieusement si nous ne mettons pas la question des filières durables au centre du commerce international. Et l'atelier sur la consommation nous dit qu'il est nécessaire maintenant, pour promouvoir des comportements responsables, de mesurer l'ensemble de notre empreinte écologique, qui est justement une caractéristique de chaque filière.

Quatrième point commun, la place centrale des villes dans la transition, pas seulement comme point d'application de l'action de l'Etat, mais parce que c'est le lieu où se co-construit le bien public. Le rôle des villes est cité dans l'atelier de l'éducation, dans celui de l'eau, dans celui de l'économie circulaire.

Quels sont les ateliers qui parlent réellement de la rupture nécessaire et en proposent les modalités ? Il n'y en a que deux sur les douze : l'atelier sur le financement et l'atelier sur l'ordre juridique. L'atelier sur le financement nous rappelle qu'avec le prix actuel du carbone on ne découplera pas la croissance et la consommation énergétique. Il faut en venir à une tout autre pratique, celle du plafonnement sans laquelle on ne pourra aller vers une économie décarbonnée. Dans la même veine, l'atelier juridique se demande s'il

n'est pas temps de constitutionnaliser la limitation à deux degrés, dont on déduira *la quantité maximum d'émission de CO2 pour le reste du siècle*. Cela changerait radicalement le mode de négociation, et obligerait à en déduire les transformations nécessaires. Apparaît également la question centrale de *la gouvernance du climat*. Le climat n'existe pas comme l'objet juridique, son évolution n'est rien d'autre que le résultat de nos actions, aux uns et aux autres. Or, *le climat est un bien commun mondial*, donc nous devons inventer la gouvernance.

On voit à quel point ces ruptures sont loin de ce qui est en train de se passer au niveau de la COP 21. Et cela pose la question de l'identité du Forum. Qui sommes-nous ? À quoi peut conduire le dialogue entre les sociétés ? Que voulons-nous faire ensemble ? Qu'avons-nous à dire ? Eh bien, je crois qu'à l'issue de ce forum deux dimensions s'imposent à nous.

La première est d'être réellement, à la suite de ces échanges extraordinaires et riches, *une plateforme de plateformes*. L'atelier sur la ville durable dit qu'il ne s'agit pas de créer un super réseau de villes, mais de créer une plateforme pour partager les différentes expériences. Et cette exigence apparaît dans tous les autres ateliers. Voilà le défi : *comment faire en sorte que ce forum devienne une véritable plateforme de plateformes d'échanges d'expériences et de réflexions, construite pour durer*.

La seconde dimension c'est notre *capacité d'interpellation* ? Est-ce que la fonction du dialogue entre les sociétés, c'est simplement de dire que nous assumons notre propre responsabilité, à notre échelle, ou nous reconnaissons nous *le devoir d'interpeller nos Etats*, d'interpeller la nature de la négociation internationale, de dire et de répéter que les ruptures indispensables ne sont pas aujourd'hui engagées ni même conçues et qu'il est de notre devoir d'y contribuer ?